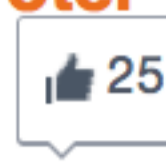


LE COURRIER DES BALKANS

Élections européennes en Roumanie : pourquoi aller voter ?

De notre correspondant à Bucarest

Sur la Toile :



1 Message



Mise en ligne : jeudi 22 mai 2014

Les Roumains sont profondément europhiles. Sept ans après l'intégration, ils gardent une foi inébranlable en Bruxelles, en qui ils ont plus confiance qu'en leurs institutions nationales. Pourtant, ils devraient être moins de 30% à se rendre aux urnes dimanche. Il faut dire que la campagne sert surtout de préambule à la présidentielle de décembre vers laquelle tous les partis sont déjà tournés.

Par Matei Martin



Selon certaines enquêtes d'opinion, moins de 30% des électeurs iront voter dimanche pour les européennes. Il y a d'abord le manque d'intérêt et la fatigue électorale - en Roumanie, si l'on regarde la télé, si on écoute la radio, on a souvent l'impression de vivre une campagne permanente -, mais des groupes d'activistes se mobilisent aussi sur Internet pour promouvoir le boycott. Ils prévoient même une manifestation dimanche prochain à 17h.

Retrouvez notre dossier :

[Elections européennes 2014 : un rendez-vous majeur pour les Balkans](#)

« Le 25 mai on ne sera pas absents, mais dans la rue », voilà le message de cette campagne qui vise « l'abstentionnisme » et non pas « l'absentéisme », comme le soulignent les meneurs. Il y a également des appels à la « grève citoyenne » tandis que d'autres, enfin, militent pour le vote blanc. Comme le carré blanc en tant que tel n'existe pas sur les bulletins de vote, il suffira de ne tamponner aucune des cases ou, au contraire, d'annuler le vote en en cochant plusieurs. Un grand nombre de votes nuls serait une manière de montrer aux élites que les Roumains ont assez d'être déçus.

L'Europe, plus crédible que les institutions nationales

Pendant ce temps, les candidats essaient de mobiliser leurs adhérents, sans grand succès. En Roumanie, la majorité des citoyens a une grande confiance dans les institutions européennes. L'UE est d'ailleurs bien plus crédible à leurs yeux que l'État roumain. Quelques mois avant l'adhésion en 2007, plus de 80% de la population se disait favorable à l'intégration. Sept ans plus tard, cette sympathie n'a pas beaucoup chuté ; la crise n'a même pas érodé cette europhilie. Les Roumains sont bien conscients des énormes avantages qu'ils ont obtenus, surtout la liberté de circulation, qui est vue comme une grande victoire.

Grâce à cette mesure, plus de 2,5 millions de Roumains vivent et travaillent dans d'autres pays européens principalement en Italie et en Espagne. Aujourd'hui, deux grands objectifs restent encore à atteindre : l'entrée dans l'espace Schengen et l'adoption de l'euro. Pour ce qui est du premier, Bruxelles a reconnu que la Roumanie remplissait les conditions techniques concernant la sécurité des frontières, mais on est loin d'une position commune de tous les pays membres : l'Allemagne, la France et les Pays-Bas sont vent debout contre toute possibilité d'ouverture à Bucarest à cause, notamment, de la question rom. Quant à la monnaie unique, il était question de l'adopter en 2015. Aujourd'hui, on parle de 2019, mais rares sont ceux qui osent avancer un pronostic plus précis.

Une campagne roumano-centrée

Malgré la très forte europhilie des Roumains, l'UE est absente de la campagne. Les candidats ne parlent pas des conséquences de la crise, du projet européen, du droit du travail, de la nouvelle politique agricole commune ou de la politique étrangère et de sécurité. Rien de tout cela sur les affiches, pourtant très visibles dans les rues. Tout semble tourner autour des petites querelles entre les partis et autour de questions intérieures.

Les sociaux-démocrates (PSD) du Premier ministre Victor Ponta, dont l'épouse Daciana Sîrbu figure en deuxième position sur la liste, mettent en avant des symboles nationaux et le slogan « fier d'être roumain » en promettant « une Roumanie forte ». On les donne largement en tête avec près de 40% des intentions de vote. Pour le PSD, comme, d'ailleurs pour bien d'autres, l'enjeu est plutôt de montrer ses muscles quelques mois avant les élections présidentielles de décembre. Comme c'est probablement Victor Ponta lui-même qui se portera candidat pour le PSD, son nom apparaît en gros sur les affiches des élections européennes.

En dérive depuis deux mois, depuis qu'il a claqué la porte de la coalition qu'il formait avec le PSD, le Parti National Libéral présente ses candidats comme « les champions européens ». Selon les sondages, ils devraient obtenir environ 14% des voix, en baisse de 6 points depuis que la campagne a commencé. Le chef du parti, Crin Antonescu, est connu pour ses déclarations très dures contre Bruxelles en 2012, lors du coup de force qu'il avait mené avec Victor Ponta contre le président Băsescu. Plusieurs pays membres avaient sévèrement critiqué la manœuvre et s'étaient publiquement inquiétés de la stabilité du pays.

Băsescu fait campagne en jogging et t-shirt

Le Parti démocrate libéral, centre-droit, ancien parti du Président Băsescu, promet, quant à lui, « l'Europe dans chaque maison » et insiste sur la lutte contre la corruption. Tête de liste : Monica Macovei, ancienne procureure, militante pour les droits de l'Homme, puis, enfin, ministre de la Justice. Connue pour son engagement dans la lutte anticorruption, elle passe comme la fondatrice des institutions et des pratiques contre ce fléau. Hormis Macovei, le parti n'a pas réussi à présenter d'autres candidats compétents ou crédibles. Le PDL est crédité d'un score autour des 10%.

Un score que devrait aussi atteindre le Mouvement Populaire (PMP), qui rassemble les fidèles du Président Traian Băsescu. Cristian Preda en est la tête de liste. Avec un parcours impeccable – professeur de Sciences politiques, auteur de nombreux ouvrages, conseiller présidentiel, haut représentant auprès de la Francophonie puis membre du Parlement européen – il est l'eurodéputé roumain qui s'est montré le plus actif au cours de la législature qui s'achève.

Très présent aussi dans la vie politique en Roumanie, Preda a fondé le PMP après avoir rompu avec le PDL à la suite de querelles internes. Le nouveau parti est dirigé par Elena Udrea, ancienne ministre du tourisme, proche de Băsescu. Elle sera vraisemblablement la candidate de ce petit parti à la présidentielle. « Élever la Roumanie », voilà le slogan de cette formation dont les acteurs principaux se présentent en jeans et t-shirt, comme pour mieux séduire les jeunes. Le président Băsescu est lui-même intervenu dans la campagne pour soutenir ces candidats - une photo de lui habillé d'un t-shirt blanc avec le logo du parti circule sur les réseaux sociaux.

Quant à l'UDMR, qui représente la minorité hongroise, elle ne fera pas de surprises. Ce petit parti qui avait réussi en 2009 à envoyer trois députés à Strasbourg a toutes les chances de rééditer la même performances cette année.

Réagir à cet article



Votre profil

Créditer votre compte



Livres

ONG

Liens

Agenda

- Du 24 avril 2015 au 26 avril 2015
Welcome in Tziganie
Seissan (32260)
- Du 11 avril 2015 au 12 avril 2015
Salon du livre des Balkans 2015 - Les Balkans autrement
Paris (75013)
Association Albania / Inalco
- Du 30 mars 2015 au 12 avril 2015
Printemps balkanique. Dixième édition
Basse-Normandie
Balkans Transit

Forums